



**Jean-Pierre DORAND, *La politique fribourgeoise au XX<sup>e</sup> siècle*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 2017, 127 p.**

C'est à un exercice non des plus simples que Jean-Pierre Dorand s'est livré en réalisant une histoire succincte de la politique fribourgeoise au XX<sup>e</sup> siècle. On peut reconnaître à cette tentative un certain succès tant ce travail historique donne lieu à un opuscule riche en informations sachant équilibrer l'analyse de presse, les données statistiques et une narration historique faisant ressortir les grandes lignes du vécu politique de ce canton. Ce livre qui se structure en huit chapitres nous emmène ainsi de l'hégémonie «République chrétienne» de Georges Python jusqu'au pluralisme quadripartite d'aujourd'hui (PDC, PS-Verts, UDC, PLR).

L'ouvrage commence par un aperçu succinct des différents régimes politiques que Fribourg a connus depuis sa fondation au XII<sup>e</sup> siècle d'abord comme ville (1157) et ville-État, puis comme premier canton romand de la Confédération suisse en 1481 (chp. 1). C'est avec le chapitre 2 que l'auteur débute son histoire politique fribourgeoise au XX<sup>e</sup> siècle. Ce chapitre raconte la mise en place de la «République Chrétienne» de Georges Python que l'auteur considérera comme une «machine à contrôler la société» fondée sur une étroite collaboration entre les autorités politiques et ecclésiastiques. L'historien nous montre alors comment cette domination idéologique se construit et se diffuse au sein du canton par un réseau de presse étendu et performant, la direction d'une administration cantonale ainsi que des droits démocratiques très limités. L'auteur décrit ainsi les débuts d'un règne conservateur à mi-chemin entre une république d'Ancien Régime et une démocratie semi-directe qui légitime un autoritarisme visant à contrer un ennemi extérieur: la Berne fédérale qui menace l'autonomie politique et religieuse du canton.

Dans le 3<sup>e</sup> chapitre, Jean-Pierre Dorand nous montre un canton qui, suite à la Première Guerre mondiale, se retrouve politiquement tiraillé entre la réforme et la réaction. On assiste alors à une forme d'accalmie politique entre les conservateurs et les radicaux qui feront du socialisme un ennemi commun. Sur le plan intérieur cela se traduit par la pratique d'une proportionnelle de fait pour l'élection du Conseil d'État (5 conservateurs et 2 radicaux de 1911 à 1917). Sur le plan extérieur, cela s'exprime par le rôle actif des troupes fribourgeoises dans la répression de la Grève générale de 1918 à Berne mais aussi par l'élection en 1920 d'un second conservateur au Conseil Fédéral (le fribourgeois Jean-Marie Musy, ancien ministre du gouvernement Python, connu pour son antisocialisme). Alors, le conservatisme fribourgeois, de son aile chrétienne-sociale à son extrême droite proto-fasciste -menée par Gonzague de Reynold- se présente comme un rempart à la «menace» bolchévique en réussissant à structurer son hégémonie au sein des différentes classes et sphères de la société afin de favoriser autant un réformisme social sans lutte des classes qu'un proto-fascisme antilibéral et anticommuniste. La formule fonctionne, lors des élections de 1921 les conservateurs conservent une majorité confortable et ce malgré l'introduction de l'élection



proportionnelle au Grand Conseil (doté d'un quorum de 15% visant à ralentir l'accès des socialistes à l'organe législatif cantonal).

Le chapitre 4 présente les débuts du progressif affaiblissement du parti conservateur de 1921 à 1946. Agrémentant son récit d'anecdotes historiques l'auteur montre comment, durant cette période, le Parti conservateur sera accablé par une série de scandales liés à d'éminentes figures du parti fribourgeois comme Joseph Piller, alors conseiller aux États, qui a soutenu des professeurs pronazis à l'Université de Fribourg ou encore Charles Chassot accusé de n'avoir su éviter le détournement d'importantes sommes d'argent de l'Hôpital cantonal. Ces affaires favorisent les graduels succès électoraux des radicaux et surtout des socialistes qui entrent en 1946 au Grand Conseil avec 13 sièges. L'auto-recentrage du PDC sur l'échiquier politique voulu par ses présidents successifs Henri Noël (de 1947 à 1957) et Joseph Ackermann (1957-1966) ne permettra guère d'éviter la poursuite du déclin du parti -de 62% des suffrages en 1946 à la perte de sa majorité en 1966 avec 43%- (chp. 5). L'auteur montre alors que le parti conservateur est plus fondamentalement victime de l'érosion de son électorat et de la perte de contrôle idéologique qu'il avait sur celui-ci: la société fribourgeoise s'ouvre vers l'extérieur avec l'arrivée de la télévision et d'une presse non-locale. Le canton connaît un déclin de son secteur agricole ainsi qu'une industrialisation soutenue par les gouvernements conservateurs de Quartenoud et de Torche entre 1952 et 1966, favorisant l'érosion de sa base électorale.

Les chapitres 6 et 7 poursuivent cette analyse du déclin électoral des conservateurs. Le Parti conservateur chrétien-social, qui devient l'actuel Parti démocrate-chrétien (PDC) en 1970, continue d'années en années à perdre son poids électoral. En 1981, il ne recueille que le 36.5% des suffrages; le parti socialiste devient la deuxième force politique du canton. On assiste alors à une «Formule magique fribourgeoise»: le PDC garde trois sièges mais le PS et le PRD en obtiennent deux chacun. Cette relative stabilité se poursuit jusqu'à aujourd'hui: de 1996 à 2016 le Conseil d'État se répartira de la manière suivante: 3 PDC, 2 PS, 1 PLR et 1 indépendant ou Verts (de 2011 à 2018). La politique fribourgeoise au XX<sup>e</sup> siècle se termine par une excellente synthèse (chp. 8) qui retrace l'histoire politique d'un canton évaluant dans les mots pertinemment de l'auteur: «de l'isolement à l'ouverture et au pluralisme».

Permettant de découvrir de manière simple et concise l'histoire politique fribourgeoise, cet ouvrage permet surtout d'offrir une histoire grand public de la puissante force conservatrice qui, entre hégémonie et déclin, a façonné l'histoire de ce canton. Il serait alors intéressant de développer davantage ce récit en réalisant un focus historique sur les partis minoritaires face auxquels le pouvoir conservateur s'est construit.

Roberto Di Capua, Institut d'études politiques historiques et internationales / Université de Lausanne